



Arrêt

n° 173 613 du 26 août 2016
dans l'affaire X / III

En cause : X

Ayant élu domicile : X

Contre :

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la
Simplification administrative**

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA IIIe CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 17 juillet 2015, par Mme X, qui déclare être de nationalité algérienne, tendant à la suspension et à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire, pris le 30 juin 2015.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite ci-après « *la loi du 15 décembre 1980* ».

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 10 mai 2016 convoquant les parties à l'audience du 3 juin 2016.

Entendu, en son rapport, Mme M. GERGEAY, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me A. HAEGEMAN *loco* Me B. SOENEN, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Mme D. BERNE, attachée, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

La partie requérante a introduit, au départ de son pays d'origine, plusieurs demandes de visa de court séjour en 2014, qui se sont clôturées négativement.

La partie requérante est arrivée sur le territoire belge le 2 avril 2015, selon ses déclarations.

Le 17 avril 2015, elle a introduit une demande d'asile auprès des instances belges compétentes et a été entendue le jour même par les services de la partie défenderesse.

Les autorités belges ont sollicité, le 23 avril 2015, auprès des autorités espagnoles, la prise en charge de la demande d'asile de la partie requérante dans le cadre du Règlement Dublin III, en raison d'un visa délivré à la partie requérante par l'Espagne, grâce auquel la partie requérante a pu ensuite gagner la Belgique. Cette demande a été acceptée par l'Espagne le 24 avril 2015.

La partie requérante a été invitée par la partie défenderesse à revenir dans ses bureaux le 7 mai 2015.

Par un courriel du 6 mai 2015, un agent communal de la Ville de Gand a avisé la partie défenderesse que la partie requérante ne pourrait se rendre à la convocation pour le lendemain mais que celle-ci étant en chaise roulante et en raison de sa mobilité réduite, la famille de la partie requérante l'a contacté afin d'envisager la possibilité d'annuler le rendez-vous et d'obtenir une décision par courrier ou par mail. Le 7 mai 2015, l'agent communal précité a reçu un mail de « l'infodesk » de la partie défenderesse lui indiquant que son mail a été transféré au service compétent.

Le 30 juin 2015, la partie défenderesse a adressé au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides un courrier indiquant que la partie requérante a été convoquée pour le 7 mai 2015 dans le cadre de sa procédure Dublin, mais que, n'ayant pas donné suite à cette convocation dans les quinze jours, elle serait, « présumée avoir renoncé à sa demande d'asile ».

Le même jour, la partie défenderesse a pris à l'encontre de la partie requérante un ordre de quitter le territoire (annexe 13), motivé comme suit :

« MOTIF DE LA DECISION :

L'ordre de quitter le territoire est délivré en application de l'article (des articles) suivant(s) de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants :

L'intéressée se trouve dans le cas prévu à l'article 7, alinéa 1er, 1° de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers : l'intéressé demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis à l'article 2. En effet, l'intéressée n'est pas en possession d'un passeport valable avec visa valable. Elle est dépourvue de tout document d'identité.

L'intéressée a été convoquée pour se présenter le 7 mai 2015. Elle n'y a pas donné suite dans les quinze jours. Ainsi, elle est présumée avoir renoncé à sa demande d'asile (article 51/5 §1er alinéa 5 de la loi du 15/12/1980).

L'intéressée lors de l'introduction de sa demande d'asile a déclaré être handicapée physique et se déplacer uniquement en chaise roulante depuis l'âge d'un an, mais celle-ci n'a soumis aucun document médical indiquant qu'elle est suivie en Belgique, qu'elle l'a été dans un autre pays, qu'un traitement est nécessaire qui devrait être suivi pour des raisons médicales en Belgique ou qu'elle est dans l'incapacité de voyager, alors que la charge de la preuve incombe au demandeur d'asile, et que rien n'indique dans le dossier de la candidate consulté ce jour, que celle-ci-ci a introduit une demande d'autorisation de séjour selon l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980;

La seule présence en Belgique du frère de l'intéressée ne constitue pas un motif suffisant pour faire application de l'article 17.1 du Règlement Dublin (CE) n°604/2013. En effet, il convient d'entendre, au sens de l'article 2, g) dudit Règlement (CE), par « membre de la famille », dans la mesure où la famille existait déjà dans le pays d'origine, le conjoint ou son partenaire non marié engagé dans une relation stable, les enfants mineurs, ainsi que le père, la mère ou l'adulte responsable du demandeur lorsque le demandeur est mineur et non marié. Il ressort de l'audition de l'intéressée qu'elle ne peut prétendre que son frère tombe sous la définition « membre de famille du Règlement 604/2013. La requérante est par conséquent exclue du champ d'application de cet article ;
Considérant que l'article 8 de la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales ne vise que des liens de consanguinité suffisamment étroits; la protection offerte par cette disposition concerne essentiellement la famille restreinte aux ascendants et descendants directs et ne s'étend qu'exceptionnellement à d'autres proches qui peuvent jouer un rôle important au sein de la famille. Considérant également qu'en tout état de cause , la vie familiale alléguée doit être effective et préexistante, Plus précisément, la jurisprudence de la Cour EDH établit que si le lien familial entre des partenaires et entre des parents et enfants mineurs est supposé, il n'en est pas de même dans la relation entre membres majeurs d'une même famille. Ainsi dans l'arrêt Mokrani c. France (15/07/2003) la Cour considère que les relations entre parents et enfants majeurs « ne bénéficieront pas nécessairement de la protection de l'article 8 de la Convention sans que soit démontré l'existence d'éléments supplémentaires de dépendance, autres que les liens affectifs normaux ». Le CCE, estime dans sa jurisprudence qu'il y a lieu de prendre en considération toutes indications (...) comme (...) la cohabitation, la dépendance financière ou matérielle d'un membre de la famille vis-à-vis d'un autre ou les liens réels entre eux.

Il ressort de l'examen du dossier de l'intéressée que les liens qui l'unissent à son frère ne sortent pas du cadre des liens affectifs normaux. En effet, elle n'habite pas avec son frère, elle ne dépend ni financièrement, ni matériellement de celui-ci. Elle a déclaré avoir demandé à son frère de la loger et de l'aider financièrement mais celui-ci a refusé, argumentant qu'il a une famille à entretenir et qu'il ne peut l'aider en rien. Dès lors, l'intéressée n' a pas démontré l'existence d'éléments de dépendance autre que des liens affectifs normaux ».

Il s'agit de l'acte attaqué.

2. Exposé du moyen d'annulation.

La partie requérante prend un moyen unique, libellé comme suit :

« Middelen tot vernietiging

°Schending van het artikel 7 ;

°Schending van het artikel 3 E. V.R.M. ;

°Schending van het artikel 8 E. V.R.M. ;

°Schending van het artikel 1,12° Vreemdelingenwet ;

°Schending van het artikel 51/5 Vreemdelingenwet ;

°Schending van het artikel 74/14 van de Vreemdelingenwet ;

°Schending van het artikel 62 Vreemdelingenwet -motiveringsverplichting ;

°Schending van de artikelen 2 en 3 van de Wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen ;

°Schending van de artikelen 6, 7, 19 en 20 van het Handvest van de Grondrechten van de Europese Unie (2000/C - 364/01) ;

°Schending van de algemene rechtsbeginselen en beginselen van behoorlijk bestuur, en de zorgvuldigheidsverplichting en het redelijkheidsbeginsel.

4.1.

In de bestreden beslissing wordt toepassing gemaakt van het artikel 7, 1° Vreemdelingenwet en het artikel 51/5, § 1, al. 5 Vreemdelingenwet.

De Dienst Vreemdelingenzaken stelt dat de verzoekster geen gevolg aan een oproeping voor 07/05/2015.

De Dienst Vreemdelingenzaken stelt dat de verzoekster geacht wordt afstand te hebben van haar asielaanvraag door gevolg te geven aan de oproeping en dit overeenkomstig het art. 51/5, § 1, al. 5 Vreemdelingenwet.

Die wettelijke bepaling is als volgt :

„ Indien de vreemdeling binnen de vijftien dagen na verzending geen gevolg geeft aan een oproeping of een verzoek om inlichtingen, wordt hij geacht afstand gedaan te hebben van zijn asielaanvraag

Om die reden wordt aan de verzoekster een uitwijzingsbevel gegeven.

4.2.

De Dienst Vreemdelingenzaken houdt geen rekening met het profiel van de verzoekster namelijk dat zij een kwetsbare persoon is conform art. 1,12° Vreemdelingenwet én met het gegeven dat het asielcentrum voorafgaand aan de oproeping contact heeft opgenomen met de Dienst Vreemdelingenzaken om te bevestigen dat de verzoekster als rolstoelgebruiker zeer beperkt mobiel is en moeilijk gevolg kan geven aan de oproeping .

-4.2.1.

Om de inhoud van het gesprek te bevestigen en om zeker te zijn dat er geen fouten zouden gebeuren, werd de Dienst Vreemdelingenzaken door de assistent van het opvangcentrum een mail toegestuurd met volgende inhoud :

„Urgentie : hoog

Ik contacteer u voor mevrouw

[la partie requérante], bewoonster van het Stedelijk Opvanginitiatief van Gent.

Normaal gezien moest zij zich morgen, 07 mei 2015, bij uw diensten aanmelden in kader van haar asielaanvraag om een beslissing omtrent de verantwoordelijke lidstaat (Dublinprocedure) in ontvangst te nemen.

Mevrouw zit echter in een rolstoel en is zeer beperkt mobiel. Om die reden nam de familie van mevrouw eerder vandaag telefonisch contact op met uw diensten, waar gezegd werd dat het mogelijk is om de afspraak van 7 mei te annuleren en opperde men de mogelijkheid om de beslissing eventueel via mail of brief over te maken (zonder dat mevrouw de verplaatsing zou moeten maken).

Bij deze zou ik u dus willen bevestigen dat mevrouw zich op 7 mei 2015 niet zal aanmelden en vraag ik u of het mogelijk is om haar op een andere manier van uw besluit op de hoogte te brengen. "

-4.2.2.

De Dienst Vreemdelingenzaken heeft enkel als volgt geantwoord :

„Uw mail werd overgemaakt aan de bevoegde dienst. "

Dat verzoekster alsnog, ondanks haar handicap diende te komen, is nooit geantwoord door de Dienst Vreemdelingenzaken.

In de bestreden beslissing is ook nergens te lezen dat met de verwittiging rekening werd gehouden.

-4.2.3.

Er is geen enkele reactie meer gekomen de verwittiging waardoor de verzoekster en het asielcentrum ervan uitgingen dat zich probleem stelde.

De verzoekster is immers een gehandicapt persoon die zich beperkt mobiel is.

Ondanks de handicap, de beperkte mobiliteit en de voorafgaande verwittiging werd op datum van 30/06/2015 een uitwijzingsbevel aan de verzoekster betekend.

Evident is deze gang van zaken niet ernstig.

Verzoekster lijdt aan een zeer ernstige vorm van myelomeningocoele en is rolstoelgebonden. Zij kan zelfs niet zitten zonder steun. De verzoekster lijdt ingevolge de Spina Bifida aan een zeer ernstige thoracolumbale scoliose (verkrumming van de rug).

In recente doktersbezoeken aan de gespecialiseerde dienst van het UZ te Gent werd vooropgesteld om :

- verzoekster dringend in het Spina Bifida Team te includeren voor aanleren van zelfsondage ;
- orthopedisch te evalueren hoe het verder moet met de scoliose ;
- een ingreep te overwegen omwille van het ernstige litteken thoracolumbaal ;
- een medische beeldvorming uit te voeren.

-4.2.4.

De Dienst Vreemdelingenzaken houdt duidelijk geen rekening met personen met een handicap.

Nochtans is de Vreemdelingenwet hieromtrent toch duidelijk.

Er wordt zelfs een definitie gegeven in art. 1,12° Vreemdelingenwet van wie als kwetsbare persoon dient beschouwd te worden :

„1.12° kwetsbare persoon : zowel de begeleide als de niet- begeleide minderjarigen, personen met een handicap, bejaarden, zwangere vrouwen, alleenstaande ouders met minderjarige kinderen en personen die gefolterd of verkracht zijn of andere ernstige vormen van psychisch, fysiek of seksueel geweld hebben ondergaan;”4.3.

De verwerende partij heeft bij het nemen van de bestreden beslissing geenszins rekening gehouden met de voorafgaande bevestiging dat verzoekster niet kon komen en met het kwetsbaar profiel van de verzoekster.

-4.2.5.

De Dienst Vreemdelingenzaken kan niet nuttig voorhouden dat zij niet afwist van de handicap van verzoekster en haar beperkte mobiliteit.

Bij haar asielaanvraag kon de Dienst Vreemdelingenzaken immers niet naast de handicap en de beperkte mobiliteit van de verzoekster kijken.

4.3.

Geen enkele rechtvaardigheidsgrond voor de mensonterende gang van zaken kan in casu weerhouden worden.

De Dienst Vreemdelingenzaken beslist niet omtrent de verantwoordelijke lidstaat maar stelt enkel dat de verzoekster afstand deed van asiel omwille van het feit geen gevolg te hebben gegeven aan een oproeping alhoewel het bewijs voorligt dat de Dienst Vreemdelingenzaken voorafgaandelijk werd verwittigd.

De **uitdrukkelijke motiveringsplicht** zoals neergelegd in de artikelen 2 en 3 van de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen heeft tot doel de bestuurde in kennis te stellen van de redenen waarom de administratieve overheid haar beslissing heeft genomen, zodat hij kan beoordelen of er aanleiding toe bestaat de beroepen in te stellen waarover hij beschikt.

Voornoemde artikelen verplichten de overheid in de akte de juridische en feitelijke overwegingen op te nemen die aan de beslissing ten grondslag liggen en dit op een afdoende wijze (RvS 6 september 2002, nr. 110.071 ; RvS 21 juni 2004, nr. 132.710).

De Dienst Vreemdelingenzaken heeft het bevel om het grondgebied te verlaten op een uiterst stéréotypé wijze gemotiveerd, waardoor de motiveringsplicht geschonden is.

Het **zorgvuldigheidsbeginsel** brengt met zich mee dat het bestuur zijn beslissing op zorgvuldige wijze dient voor te bereiden. De beslissing dient eveneens het resultaat te zijn van een correcte feitenvinding.

Het **evenredigheidsbeginsel** stelt ertoe dat het bestuur in rechte en in feite een verantwoorde beslissing neemt.

De Raad voor Vreemdelingenbetwistingen dient, bij zijn uitoefening van zijn wettelijk toezicht, na te gaan of de Dienst Vreemdelingenzaken bij de beoordeling van de aanvraag is uitgegaan van de juiste feitelijke gegevens, of hij die correct heeft beoordeeld en of hij op grond daarvan niet kennelijk onredelijk tot zijn besluit is gekomen.

De persoonlijke situatie van de verzoekende partij diende aldus in rekening gebracht te worden en de Dienst Vreemdelingenzaken dient zich hieromtrent te informeren teneinde met kennis van zaken te kunnen beslissen.

De Dienst Vreemdelingenzaken heeft geen rekening gehouden met de voorafgaande verwittiging dat verzoekster omwille van haar handicap en beperkte mobiliteit geen gevolg kon geven aan de oproeping voor 07/05/2015.

Uit de bestreden beslissing blijkt aldus niet dat de Dienst Vreemdelingenzaken op een afdoende wijze kennis heeft van de persoonlijke situatie van de verzoekende partij.

De Dienst Vreemdelingenzaken kan dan ook niet in alle redelijkheid voorhouden met kennis van zaken te hebben geoordeeld “.

3. Discussion.

3.1. Sur le moyen unique, le Conseil rappelle que l'obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

Le Conseil rappelle en outre que, dans le cadre du contrôle de légalité, il n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle n'a pas donné des dits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui procède d'une erreur manifeste d'appréciation.

Le Conseil rappelle également que l'autorité administrative doit se conformer au principe général de bonne administration qui lui impose de prendre en considération l'ensemble des éléments pertinents de la cause avant de statuer.

3.2. Le Conseil observe que la décision attaquée a fait application en l'espèce de l'article 51/5, §1^{er}, al. 5 de la loi du 15 décembre 1980, lequel stipule que: « *Si l'étranger ne donne pas suite à une convocation ou à une demande de renseignements dans les quinze jours de l'envoi de celle-ci, il est présumé avoir renoncé à sa demande d'asile.* »

Dans la motivation de sa décision, la partie défenderesse fait état des déclarations de la partie requérante relatives à son handicap qu'elle a effectuées lors de « *l'introduction de sa demande d'asile* », mais n'évoque nullement l'échange de mails intervenu, après la réception de la convocation, entre les services de la Ville de Gand et ses propres services, qui est invoqué et produit par la partie requérante à l'appui de sa requête.

La partie défenderesse n'a pas déposé de note d'observations, et s'en est référée à l'audience au dossier administratif, sans contester l'échange de mails susmentionné, lequel n'est pas infirmé par le dossier administratif.

Il n'est pas permis de considérer, à la lecture de l'acte attaqué, ainsi que des dossiers administratif et de procédure, que la demande de la famille de la partie requérante d'annuler le rendez-vous en raison du problème de mobilité de celle-ci ait été prise en compte par la partie défenderesse lorsqu'elle a statué en l'espèce.

La manière dont la motivation de l'acte attaqué est libellée ne permet pas de s'assurer que le paragraphe de la décision attaquée - par lequel la partie défenderesse fait grief à la partie requérante de ne pas avoir produit de document indiquant qu'elle est suivie en Belgique, qu'elle l'a été dans un autre pays, qu'un traitement serait nécessaire et qu'il devrait lui être administré en Belgique, qu'elle est dans l'incapacité de voyager, ou encore qu'elle n'a pas introduit une demande sur la base de l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980 - se rapporte au motif, situé au paragraphe précédent, qui est relatif à l'application de l'article 51/5, §1^{er}, al. 5 de la loi du 15 décembre 1980. Le Conseil observe, en effet, que la suite de la motivation de l'acte attaqué évoque des considérations pour lesquelles la partie défenderesse estime ne pas pouvoir faire application de l'article 17.1 du Règlement Dublin III, qui relèvent dès lors d'un autre ordre d'idées, et qui en tout état de cause ne permettent pas, à elles seules, de fonder l'acte attaqué, lequel consiste non pas en une décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire, mais en un seul ordre de quitter le territoire.

Le Conseil estime qu'en conséquence, le moyen est fondé en ce qu'il est pris de la violation de principe général de bonne administration imposant à la partie défenderesse de prendre en considération l'ensemble des éléments pertinents de la cause, et dans les limites exposées ci-dessus.

Il n'y a pas lieu d'examiner les autres aspects du moyen dès lors qu'à les supposer fondés, ils ne pourraient conduire à une annulation aux effets plus étendus.

4. Débats succincts.

4.1. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation doit être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'Arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

4.2. La décision attaquée étant annulée par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1.

L'ordre de quitter le territoire, pris le 30 juin 2015, est annulé.

Article 2.

La demande de suspension est sans objet.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-six août deux mille seize par :

Mme M. GERGEAY, président f.f., juge au contentieux des étrangers,

M. A. IGREK, greffier.

Le greffier,

Le président,

A. IGREK

M. GERGEAY